



ASSEMBLÉE NATIONALE

9ème législature

Europe de l'Est

Question écrite n° 25422

Texte de la question

M Emile Koehl demande à M le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget, depuis quand la croissance économique des pays communistes d'Europe de l'Est et de l'Union soviétique a pris du retard sur celle de l'Occident. Il y a une trentaine d'années, Khrouchtchev prédisait que l'économie soviétique allait rattraper l'économie américaine. Certains affirment que les économies de l'Europe de l'Est ont connu, jusque vers le milieu des années 1970, une croissance aussi rapide que celle des pays d'Europe occidentale. Or l'échec de l'économie planifiée et centralisée est devenu patent. Deux problèmes doivent être résolus dans ces pays : d'une part, la désorganisation de la production, d'autre part, une hyper-inflation latente. La libération des prix, indispensable pour le bon fonctionnement d'une économie de marché, provoque des hausses importantes qui sont en réalité la remontée à la surface d'une inflation auparavant artificiellement contenue. De plus, l'économie de marché implique l'autonomie de gestion des entreprises, et donc de ne conserver que les effectifs dont elles ont réellement besoin. D'où l'apparition d'un chômage qui était jusque-là dissimulé. Il lui demande son point de vue sur la proposition de certains économistes consistant à libéraliser les prix et les marchés tout en absorbant l'épargne excédentaire évaluée à environ 300 milliards de roubles en URSS. Au marché parallèle, ces 300 milliards de roubles représentent environ 25 milliards de dollars. D'où l'idée selon laquelle 25 milliards de dollars de biens importés de l'Ouest, qui seraient vendus sur le marché soviétique à leur véritable prix, absorberaient la totalité de l'épargne soviétique et supprimeraient la cause de la désorganisation actuelle et l'obstacle à la libéralisation des marchés. À raison de 5 milliards de dollars par an, cinq années suffiraient pour assurer une transition crédible vers la libéralisation des marchés.

Texte de la réponse

Reponse. - Il est très difficile d'évaluer la croissance économique des pays d'Europe de l'Est et de l'Union soviétique à partir des statistiques officielles disponibles parce que, outre leur manque de fiabilité, celles-ci se réfèrent à la notion de produit national net (PMN) et qu'elles sont fondées sur un système de prix sans réelle signification économique. En effet, le PMN ne recouvre que les biens et les services liés à leur production ; il exclut donc les services « non matériels » qui connaissent une croissance rapide dans les pays de l'OCDE mais qui se sont peu développés dans les pays de l'Est. Par ailleurs, les produits nouveaux (notamment les biens durables), dont la production s'est fortement accrue, se sont vus affecter des prix anormalement élevés dans les pays de l'Est, ce qui leur a donné un poids excessif dans les indices de production. Aussi les taux de croissance du PMN, qui sont relativement élevés bien que marquant un ralentissement certain depuis le milieu des années soixante-dix, surestiment fortement la progression des niveaux de vie à l'Est, d'autant que les processus de production y sont inefficaces ainsi que l'attestent l'importance des stocks constitués et de la consommation d'énergie. Voir tableau dans le JO no 49 (année 1990). Voir tableau dans le JO no 49 (année 1990). S'agissant du deuxième point soulevé par l'honorable parlementaire, le problème posé en Union soviétique par une épargne involontaire accumulée par les ménages, il convient d'abord d'observer que celle-ci reflète une distribution de revenu excessive et une inflation artificiellement contenue ainsi probablement que l'absence d'instruments de placement attractifs. L'introduction des principes d'une économie de marché et le développement d'un secteur financier efficace devraient répondre à terme à ces désajustements. Pour ce qui est de la résorption ou de la consolidation du stock d'épargne accumulé, outre la possibilité évoquée par l'honorable

parlementaire, qui a pour inconvénient d'utiliser des ressources rares en devises à des fins de consommation, il peut être fait appel à d'autres solutions, non exclusives les unes des autres : réforme monétaire, lancement d'emprunts à des conditions attractives, mise en vente d'actifs publics comme les logements. Il appartient naturellement aux autorités soviétiques de déterminer le dispositif paraissant le mieux adapté à la situation économique et sociale de l'URSS.

Données clés

Auteur : [M. Koehl ?mile](#)

Circonscription : - Union pour la démocratie française

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 25422

Rubrique : Commerce extérieur

Ministère interrogé : économie, finances et budget

Ministère attributaire : économie, finances et budget

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 12 mars 1990, page 1144